

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Mars 2020

L'initiative
de limitation
le 17 mai:

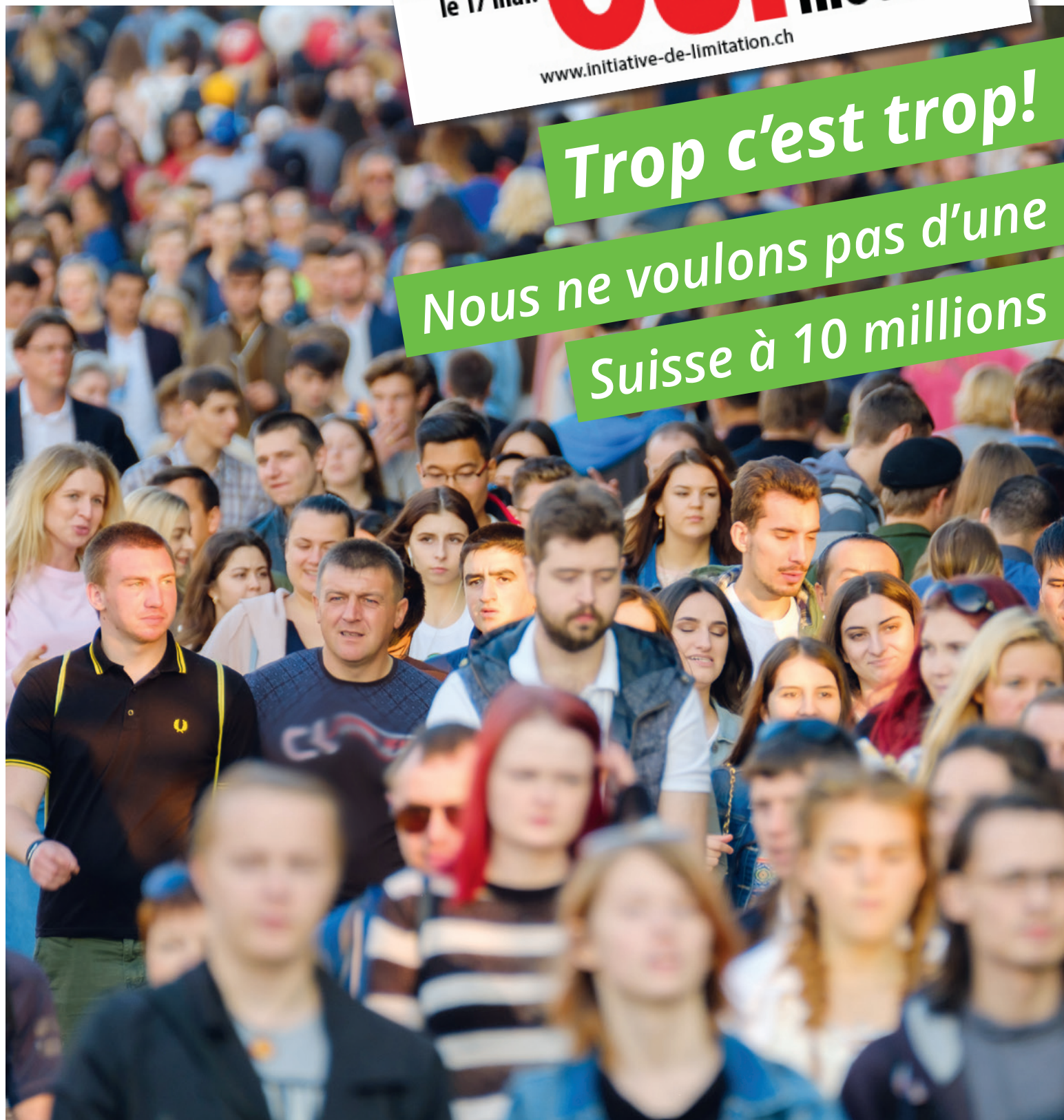
OUI 

à une
immigration
modérée

www.initiative-de-limitation.ch

Trop c'est trop!

**Nous ne voulons pas d'une
Suisse à 10 millions**





Fake News Gare aux fausses nouvelles!

Voici les allégations des adversaires d'une immigration modérée:

«L'UE résiliera tous les accords!»

Faux. On tente de semer la panique. Au lieu de prendre au sérieux les craintes de la population suisse, ces milieux spéculent sur ce qui pourrait se passer. Des lâches qui s'inclinent d'avance devant l'UE. La réalité est différente: il faut négocier fermement avec l'UE. L'UE a trop intérêt à maintenir les accords avec la Suisse. Car nous y achetons des marchandises et des services pour des milliards de francs!

«Nous ne pourrions plus recruter des professionnels qualifiés!»

Faux! La réalité est que même avant 2007 la Suisse disposait de suffisamment de main-d'œuvre qualifiée. Qui plus est, seul un immigré de l'UE sur cinq est un professionnel qualifié. Tous les autres constituent une main-d'œuvre bon marché sans qualification particulière!

«Notre économie n'aura plus accès au marché intérieur UE!»

Sottise! L'accès de nos entreprises au marché UE reste garanti par l'accord de libre-échange de 1972 et par l'Organisation mondiale du commerce!

S'engager pour le plus beau pays du monde

Nous apprenons tous au fil de ces dernières semaines à quel point le monde est vulnérable: le coronavirus s'est en effet propagé à une vitesse inattendue dans le monde entier en raison de la mondialisation. La chute des cours de la bourse, le chômage partiel, les annulations d'événements et les interdictions de manifestations causeront un préjudice économique incalculable. Les camions bloqués à la frontière allemande transportant des masques de protection ou le manque de produits désinfectants dans les hôpitaux montrent que même en Europe, les différents pays ne se préoccupent que d'eux-mêmes en cas de crise. Dans le même temps, des millions de réfugiés veulent fuir la Turquie pour venir en Europe. Et si la frontière grecque venait à tomber, notre pays serait à nouveau confronté à des défis majeurs en matière d'asile.

Je vois, dans le contexte qui est le nôtre actuellement, la confirmation que nous avons vu juste concernant nos priorités politiques: indépendance par rapport à l'UE, prévention de l'immigration massive et faible niveau de réglementation avec des taxes et des impôts peu élevés. Ce dernier point exige de combattre les nouvelles interdictions, les prescriptions et les prélèvements imposés par la loi sur le CO₂.

L'indépendance signifie notamment que nous puissions compter sur un approvisionnement indépendant en nourriture et en énergie. Il faut le rappeler à la population, alors que les demandes de plus en plus nombreuses et contradictoires des Verts et de la gauche menacent justement de réduire la production de nourriture et d'énergie.

La prévention de l'immigration de masse passe par la suppression de la libre circulation des personnes. Nous voterons à ce sujet le 17 mai. Le présent Franc-Parler se focalise sur cette votation. Nous avons besoin de votre sou-



tien plein et entier pour ce faire, afin de garantir la sécurité de l'emploi et de bons salaires en Suisse.

En tant que membre de la direction de la campagne pour l'initiative sur l'immigration de masse, en tant que directeur de campagne et, plus récemment, en tant que président, j'ai été à la pointe de ces objectifs au cours des huit dernières années. Je l'ai toujours fait avec beaucoup de motivation et de conviction. Grâce notamment aux milliers de membres de notre parti qui travaillent de manière désintéressée dans tout le pays. Je me suis toujours senti soutenu par vous et je vous en remercie vivement.

Il faut poursuivre ce travail, car la Suisse a besoin de nous toutes et tous. Considérez votre action comme une contrepartie au privilège de vivre dans le plus beau pays du monde. Je fais la même chose et si ce n'est plus comme président du parti, ça sera avec un plus grand engagement dans les affaires politiques.

Je vous dis donc au revoir en tant que président. Et j'espère vous revoir bientôt engagés politiquement pour le plus beau pays du monde!

**Conseiller national
Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse**

Contre l'invasion migratoire, limitons l'immigration !



Il fait mauvais, ces temps-ci, pour ceux qui essaient de nous faire croire que si nous voulons limiter vraiment l'immigration, donc la surpopulation, nous allons tous mourir. Les Britanniques, d'abord, nous ont montré la voie : sans se laisser impressionner par les menaces de l'Union européenne, ils ont osé le Brexit et suivent résolument le chemin qui leur permettra de retrouver une indépendance perdue. Et voici que le Coronavirus s'invite dans la campagne d'une manière inattendue : de toutes parts, on découvre (pour certains) ou, pour d'autres, on redécouvre les vertus protectrices des frontières nationales.

Mais l'événement le plus marquant, le plus inquiétant aussi pour nous, c'est encore le déclenchement, par le président turc Erdogan, d'une vaste opération d'invasion migratoire. Après avoir encaissé depuis 2016 le butin du racket auquel il avait procédé avec l'UE (sous la menace, déjà, de pousser vers l'UE les millions de réfugiés parqués en Turquie), voici que le sultan d'Ankara, profitant de la confusion et de l'affolement provoqués par la pandémie, met sa menace à exécution. En considérant les moyens policiers et militaires engagés par la Turquie pour contraindre des dizaines de milliers de pauvres gens à entrer de force en Grèce, le terme d'invasion n'est pas exagéré. Ces événements sont d'autant plus graves que ces masses que le Frère musulman Erdogan lance sur l'Europe, ce sont des musulmans dont il se sert pour réaliser son rêve de conquête islamique.

Ce faisant, celui qui rêve de reconstituer un nouvel empire ottoman et d'islamiser l'Europe sait que l'immigration est le talon d'Achille de tous les pays européens et de l'UE, menacée d'implosion. Sans l'ombre d'un scrupule,

il exploite la faiblesse majeure de la politique européenne de l'immigration, à laquelle la Suisse est hélas liée : la libre circulation des personnes. Ainsi n'a-t-il pas hésité à appeler la Grèce, plutôt que de défendre ses frontières (qui sont aussi celles, historiques, de la Vieille Europe), à les ouvrir et à laisser ensuite ces masses de miséreux se répandre dans tout l'espace Schengen-Dublin.

Comment les pays européens ont-ils réagi ?

Saisissant la gravité de la menace, certains (comme la Pologne) songent à dépêcher des troupes pour appuyer les Grecs aujourd'hui acculés presque comme leurs ancêtres spartiates aux Thermopyles. D'autres (l'Autriche, la Hongrie) se disent prêts à fermer leurs frontières. L'Albanie, elle, se prépare à ouvrir de nouveaux camps de réfugiés.

Et nous ?

Hélas, nous autres Suisses sommes gouvernés par des « bienheureux » qui, à l'heure des questions du Conseil national du 9 mars, ont osé dire que la question du rétablissement d'un vrai

contrôle de nos frontières (pourtant explicitement autorisé par l'Accord de Schengen...) ne se poserait pas !

Eh bien nous, nous estimons que face à une invasion, nous avons le droit, le devoir même de nous défendre, de défendre nos frontières, notre pays, notre civilisation aussi. C'est une question de légitime défense. Tout simplement.

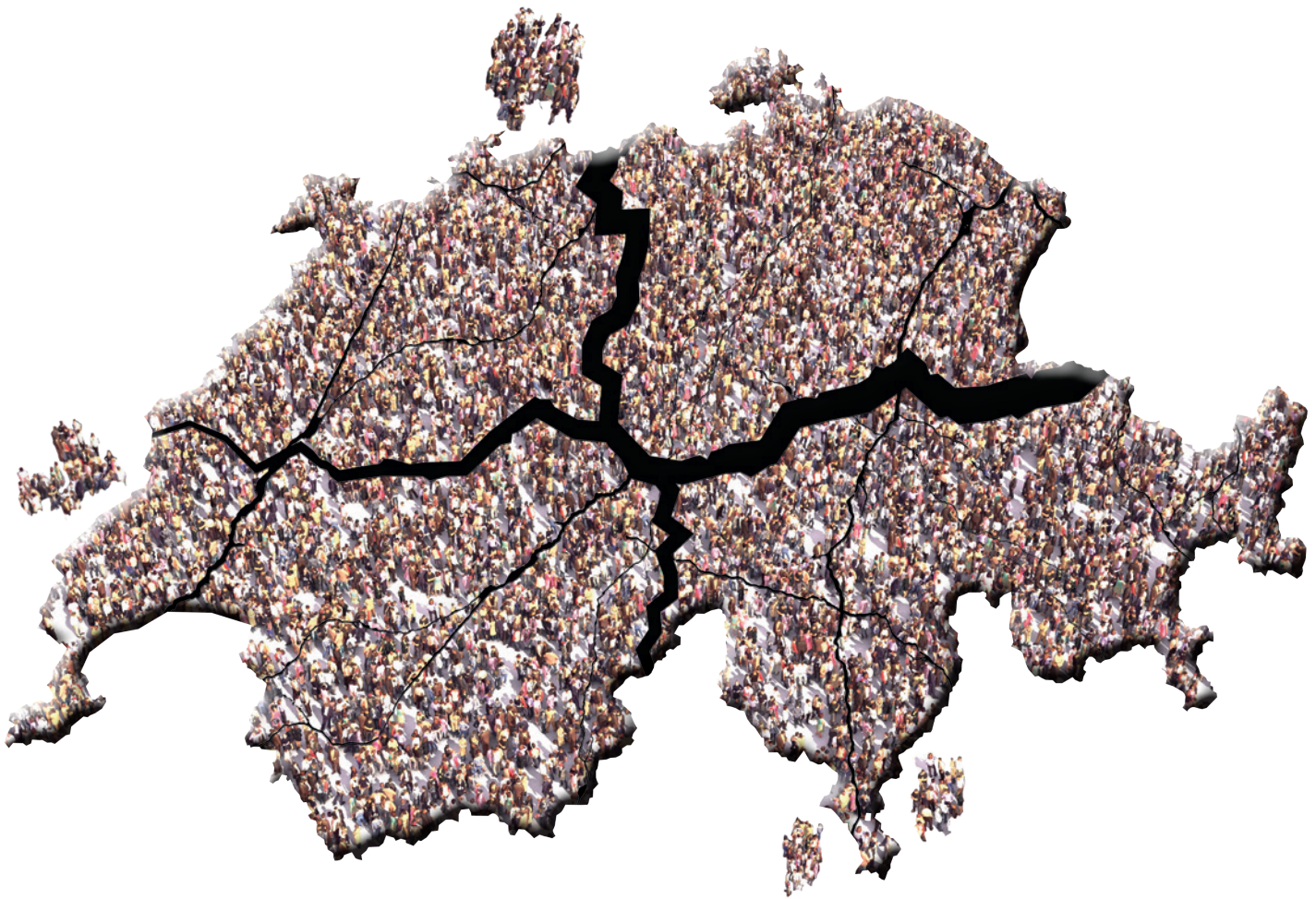
Et si, comme cela apparaît, la libre circulation des personnes nous empêche de nous défendre efficacement, alors notre droit et notre devoir sont de lever cet obstacle pour recouvrer notre souveraineté dans la gestion de notre immigration, clé de notre destin. Voilà pourquoi nous dirons OUI, le 17 mai, à l'initiative de limitation !

Conseiller national
Jean-Luc Addor

Savièse (VS)



«Une vision à court terme et irresponsable»



La libre circulation des personnes signifie que 500 millions de citoyens de l'UE ont le droit légal d'immigrer en Suisse.

L'immigration dictée par l'UE causera des dommages irréparables à notre ordre politique et détruira la Suisse telle que nous la connaissons aujourd'hui.

En 1990, la Suisse comptait 6,8 millions d'habitants. Moins de 30 ans plus tard, sa population s'inscrit à 8,6 millions. Plus de 2 millions de personnes sont des étrangers, et ce, bien qu'entre 40 000 et 50 000 personnes soient naturalisées chaque année. Depuis 1990, plus de 950 000 étrangers ont obtenu un passeport suisse.

A titre de comparaison, la population des États-membres de l'UE, la Bulgarie et la Roumanie, a diminué de 19 et 15 % respectivement depuis 1990. La Croatie a également perdu 13 % de sa population depuis cette même

année. En Lettonie et en Lituanie, la population a diminué de 27 et 23 % respectivement. Un tiers des Albanais ont quitté leur pays depuis 1990. Au Kosovo, l'émigration depuis 1990 ne représente pas moins de 50 % des habitants.

Et il y a d'autre part les pays de destination de ces migrants. Parmi les grands pays d'Europe, la Suisse est le premier en termes d'admission. Au cours des 30 dernières années, notre pays a en effet dû faire face à une croissance démographique six fois plus importante que celle de l'Allemagne. Depuis 1990, notre po-

pulation a augmenté de plus d'un quart en raison de l'immigration. La «Suisse à 10 millions» n'est plus très loin.

Inutile de chercher longtemps les raisons de cette immigration massive: le produit intérieur brut (PIB) est de 80 000 francs par habitant dans notre pays. En Grande-Bretagne, il est de 36'000 euros par habitant. L'Italie est à 29 000 euros et la Grèce à 17 000 euros, tandis qu'un Roumain a un PIB annuel de seulement 10 000 euros et un Bulgare de seulement 8 000 euros.

Les attraits du système

Il en va de même pour la prévoyance vieillesse. Si nous analysons globalement l'ensemble des systèmes de retraite, la Suisse occupe la première

place. L'Allemagne a atteint la 13^e place, tandis que l'Italie et l'Espagne sont arrivées respectivement à la 29^e et à la 31^e place. La Grèce doit se contenter de la 4^e place - même après la Chine. Quant aux systèmes de pension de la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie ou le Kosovo, ils n'ont même pas été évalués.

Il est compréhensible qu'un Roumain ou un Bulgare pour lequel plus aucune clause de sauvegarde ne s'applique depuis huit mois fasse tout ce qu'il peut pour s'installer en Suisse en profitant de la libre circulation des personnes, autrement dit dans un pays où les salaires sont les plus élevés en Europe et où il trouve le meilleur système de retraite au monde.

Nous savons tous fort bien quelles sont les conséquences des 50 000 à 60 000 immigrants nets qui restent chaque année dans notre pays. Ce sont des personnes qui se retrouvent de plus en plus en concurrence avec les bas salaires de notre propre main-d'œuvre. Des personnes qui font également peser une charge supérieure à la moyenne sur nos systèmes de sécurité sociale. Comme on a pu lire dans le quotidien *Der Bund*: «Alors que le taux de chômage des Suisses oscillait entre 3,0 (2012) et 4,0 (2014) pour cent, la situation des étrangers était moins favorable: le taux de chômage de la population étrangère était de 7,5 pour cent.»

Des assurances sociales sous pression

Près d'un étranger sur dix en mesure de travailler en Suisse n'est pas actif, mais vit aux frais des contribuables. Même constat en ce qui concerne l'assurance invalidité (AI): une étude de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) montre que les personnes originaires d'Espagne, d'Italie, du Portugal et de l'ex-Yougoslavie en particu-

lier perçoivent des rentes AI beaucoup plus fréquemment que les Suisses. Dans le cas de l'AVS, même le Conseil fédéral l'admet: «Mais à long terme, les cotisations versées donnent naturellement aussi lieu à des demandes de rentes qui, dans 30 à 40 ans, seront à la charge de l'AVS.»

Les prestations complémentaires, qui ont plus que doublé depuis 2000, passant de 2 à 5 milliards de francs, ne sont perçues que par 11 % des rentiers AVS suisses, alors qu'un étranger sur quatre bénéficie de prestations complémentaires. Il en va de même pour les réductions des primes d'assurance maladie, qui ont explosé pour atteindre plus de 4,5 milliards de francs suisses par an.

3,6 milliards de personnes sont touchées par la pénurie en eau. Outre les sécheresses et les famines, cette pénurie engendre des conflits et des guerres. En 1980, la moitié des 300 millions d'Africains vivaient dans la pauvreté. 30 ans plus tard, 50 % de la population africaine, qui a atteint le milliard, sont considérés comme pauvres.

Au vu de la croissance démographique mondiale et de la pénurie croissante des ressources - en particulier de l'eau - c'est une quasi-certitude que la Suisse sera confrontée ces 20 à 30 prochaines années à des flux migratoires massifs en provenance d'Asie et d'Afrique. Il faut se préparer au prochain flux migratoire, à réintroduire les contrôles aux frontières et à y refuser les migrants économiques.

Un Conseil fédéral qui ne bouge pas

Mais où est donc le Conseil fédéral, clairvoyant, courageux et responsable, qui agit de manière cohérente et énergique et qui dit clairement à l'UE

que trop, c'est trop? Où est le Conseil fédéral qui déclare sans détour à Mme von der Leyen et M. Hahn que la Suisse n'accepte plus cette immigration massive en provenance de l'UE? La Suisse est ouverte à la coopération en matière de recherche avec les universités américaines, chinoises, britanniques, allemandes et françaises. La Suisse est ouverte au libre-échange avec les États-Unis, avec la Chine, avec la Grande-Bretagne après la *brexit* et avec l'UE.

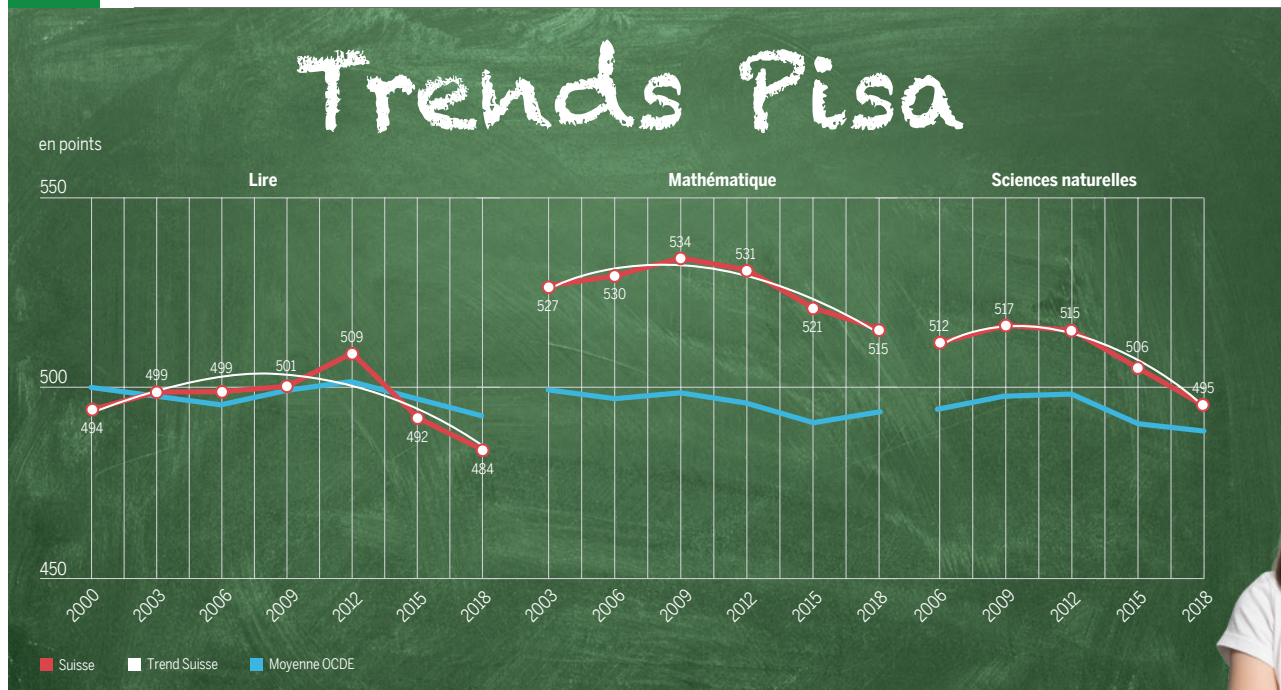
Un arrangement contractuel entre la Suisse et l'UE est également judicieux dans le secteur des transports terrestres et aériens. Cela étant, la pleine liberté de circulation des personnes - en d'autres termes, le droit contractuel pour 500 millions d'habitants de s'installer en Suisse à tout moment - est une vision à courte vue, déraisonnable et irresponsable.

Nous voulons une immigration modérée, une immigration que nous pouvons réguler nous-mêmes et qui convient à notre petit pays, qui n'en occupe pas moins une place importante sur l'échiquier mondial. Cette immigration ne devrait pas entraîner des inconvénients massifs et une détérioration de la situation pour nous autres Suisses. Une immigration dictée par l'UE causerait des dommages irréparables à notre système politique et détruirait la Suisse telle que nous la connaissons aujourd'hui. C'est pourquoi, le 17 mai, il faut dire un oui clair à l'«initiative de limitation»!

Conseiller national
Thomas Aeschi

Baar (ZG)





Source: Switzerland Country Note: PISA 2018 Results, OECD: 2019



L'abêtissement programmé

En une quinzaine d'années, le quotient intellectuel moyen en occident a baissé de 5%. Les tests Pisa viennent confirmer et compléter cet état de fait par des résultats de plus en plus médiocres.

Les raisons de cette descente aux enfers sont multiples. Certaines sont mises en exergue par les analystes et les médias : l'effet dévastateur des gadgets électroniques, le recul massif de la lecture chez les jeunes, les réformes scolaires aussi nombreuses qu'inefficaces et la décomposition des familles. D'autres sont mises sous le boisseau, de crainte de se faire mal voir.

Les classes ordinaires deviennent un fourre-tout

Personne n'ose pointer du doigt l'arrivée massive, dans les classes, d'enfants d'immigrés ne maîtrisant pas nos codes culturels et moins encore nos langues nationales. Au lieu de les préparer efficacement au cursus scolaire dans des classes adaptées où ils apprennent à maîtriser la langue et les codes du pays d'accueil, on transforme les classes ordinaires en un fourre-tout où règne un chaos indescriptible. L'idéologie de l'intégration à tout prix et sans garde-fous génère des situations scolaires s'apparentant plus au domptage qu'à

l'instruction publique. Les enseignants se trouvent confrontés à des situations presque ingérables où ils doivent être tour à tour psychologues, psychiatres, infirmiers, ersatz parental, ergothérapeutes, logopédistes et j'en passe. Car en plus des élèves d'horizons culturels disparates ne maîtrisant pas ou peu la langue courante, ils doivent gérer des élèves ayant des handicaps divers, physiques ou intellectuels, les hyperactifs, les élèves prétendant à « haut potentiel », des allergies diverses, des situations de violence, de racket, de harcèlement électronique et j'en passe. Le système réagit en faisant intervenir une nuée de spécialistes qui atomisent encore plus le groupe classe. Tout ça au nom d'une « normalité » théorique et abstraite, d'une égalité des chances mal comprise et d'une idéologie hostile à la transmission du savoir.

Pénalisation du plus grand nombre

Le résultat est affligeant : démotivation des élèves et des enseignants, tensions

exacerbées dans les classes et les préaux et nivellement par le bas. L'élève est au centre du néant, voire du chaos. Le petit pourcent des surdoués s'en sort, car ces quelques élèves-là n'ont pas vraiment besoin de l'école pour progresser, mais les élèves moyens et bons sont laissés pour compte. Ne parlons pas des faibles qui le restent, puisque rien ne les tire plus vers le haut. Au lieu de renforcer ces derniers sans affaiblir les forts, on abroge les devoirs à domicile au nom de l'égalité, puisque – n'est-ce pas – les parents suisses, surtout aisés, peuvent aider leur progéniture, alors que les parents d'immigrés en sont incapables. Afin de rétablir l'égalité, on pénalise tout le monde.

Pour contrer l'hostilité grandissante que suscite cette dérive, on organise des « journées du réfugié » où les élèves sont contraints de ramper à travers une salle obscure dans laquelle retentissent des cris et des coups de feu, afin qu'ils puissent « s'identifier aux réfugiés fuyant les violences ». On les gave de « tolérance » et d'« ouverture », tout

en les rendant co-responsables de tous les malheurs du monde pour les culpabiliser. Il ne s'agit plus d'apprendre, de développer son esprit critique, mais d'ingurgiter le dogme des « droits de l'autre » au mépris de son propre droit d'accéder à une formation de qualité. Les universités sont devenues de vraies usines à anathème ou les avis contraires ne sont ni discutés, ni tolérés, mais interdits comme du temps de Torquema-da. La police de la pensée veille au grain pour que la globalisation de la pensée et la destruction des repères traditionnels préparent le terrain au «Grand Remplacement».

En attendant, c'est l'avenir de nos enfants qui s'assombrit à chaque poème que l'on n'ose plus apprendre par cœur, à chaque lecture à laquelle on renonce parce qu'elle est trop complexe pour les analphabètes que l'on crée sciemment, à chaque chapitre de l'histoire que l'on évite pour ne pas froisser les immigrés. L'espace classe n'est plus un espace d'apprentissage et d'acquisition du savoir, mais une oasis de savoir-être où l'on apprend uniquement à être gentil, ouvert et tolérant, où les derniers piliers

de la société traditionnelle sont éradiqués et remplacés par le « gender », la pensée unique, le dogme de la tolérance jusqu'à l'abandon de soi et l'auto-destruction. Les enseignants qui résistent sont brutalement remis à l'ordre et les parents qui se révoltent risquent le tribunal pour racisme, incitation à la haine et j'en passe. Tout le monde se tait donc jusqu'à ce que le silence des agneaux devienne assourdissant.

Il n'y a plus de limite

L'immigration a existé de tout temps et représente en soi une chance pour le pays hôte comme pour l'immigré. Mais lorsque l'ouverture devient un dogme sur lequel on sacrifie sa propre culture, ses traditions et son identité, personne n'est gagnant. Comme à toute chose, il faut un cadre à l'immigration, avec des règles précises et des structures adaptées, ainsi qu'un contrôle afin d'empêcher des éléments pathogènes de s'introduire dans notre système social, scolaire et économique. Avant la libre-circulation, les dérives étaient bien moindres. L'intégration se faisait d'elle-même, naturellement. L'enfant d'immigré entrait dans

un système cohérent, solide, bien étayé, il se sentait rassuré, s'adaptait, se pliait aux règles. Aujourd'hui, le même élève entre dans un système qui n'ose établir des garde-fous, tolère tout, n'impose aucune limite et a aboli toute notion d'autorité. Résultat : il se sent perdu et renvoyé, par défaut, vers son système de valeurs d'origine, qui, parfois, est en contradiction avec les valeurs mêmes que prône notre système scolaire – sans plus oser les défendre. Cet enfant ne s'intègre plus, il vit en parallèle. De plus, l'impunité que lui confère son statut d'étranger ou de requérant l'incite à transgresser les rares interdits qui restent et à bafouer les règles du vivre ensemble au nom de la « multi-culturalité ». C'est le serpent qui se bouffe la queue : la tolérance sans limites nuit à la tolérance, la liberté sans limites détruit la liberté.

Anc. Conseiller national
Oskar Freysinger

Savièse (VS)



Trop c'est trop!

Le fait est que la Suisse est un petit pays! Le fait est aussi qu'on ne peut y presser de plus en plus de gens!

Dans quel pays les immigrants se rendent le plus volontiers? Dans celui qui offre les meilleurs salaires et les meilleures prestations sociales. Ils pénètrent dans l'appartement ou dans la maison dont le frigo est le mieux rempli. Et c'est justement la Suisse!

Les conséquences pour notre pays sont catastrophiques: depuis 2007 plus d'un million de personnes sont venues s'installer dans notre petit pays. Chaque année environ 50'000 immigrants sont arrivés de la seule UE. Conséquence: le nombre d'habitants s'accroît chaque année de l'équivalent de la population de Bienne! Aucun pays ne supporte cela!



Laissez-vous la porte de votre logement grande ouverte pour que chacun puisse y entrer?



Où le frigo est-il le mieux rempli? En Italie? En France? En Allemagne? Non. En Suisse!

Les personnes plus âgées veulent du travail, pas une rente!



La rente de licenciement permet aux entreprises de remplacer encore plus facilement et en toute bonne conscience les travailleurs âgés par des étrangers bon marché de l'UE.

Le Conseil fédéral admet que les travailleurs étrangers bon marché provenant de l'UE évincent les actifs suisses plus âgés. Et pourtant, au lieu de contrôler l'immigration, il préfère contrer les effets négatifs de la libre circulation des personnes en injectant des centaines de millions de francs tirés de l'argent des contribuables.

Le 17 mai, les Suisses se prononceront sur l'initiative de limitation et donc sur la question de savoir si leur pays peut enfin à nouveau gérer l'immigration par elle-même. Suite à l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes,

qui donne à 500 millions de citoyens de l'UE un droit légal à l'immigration, un million de personnes ont immigré en Suisse au cours des 13 dernières années. La majorité des étrangers qui ont émigré de l'UE ne sont pas des

travailleurs qualifiés dont l'économie a besoin, mais simplement de la main-d'œuvre bon marché. Les conséquences sont dévastatrices, en particulier pour les travailleurs suisses plus âgés: ces derniers sont en effet évincés par cette main-d'œuvre bon marché provenant de l'UE et finissent de plus en plus souvent par devoir compter sur l'aide sociale. Entre 2011 et 2017, le nombre de personnes âgées de 60 à 64 ans qui en sont arrivées à cette extrémité a augmenté de près de 50 %.

Mais au lieu de pouvoir enfin gérer à nouveau l'immigration de manière autonome et de mettre ainsi un terme à cette évolution négative, le Conseil fédéral et les autres partis veulent aggraver les problèmes liés à l'argent des contribuables en créant un nouveau système d'aide sociale coûteux avec une rente transitoire, qui crée en outre de mauvaises incitations. Grâce à cette pension de licenciement, les entreprises pourront remplacer les employés plus âgés par des étrangers bon marché de l'UE encore plus facilement et sans mauvaise conscience – le contribuable en supporte les coûts.

Le Conseil fédéral mène la campagne de votation la plus chère à ce jour!

Il est particulièrement scandaleux que le Conseil fédéral et les autres partis ne veuillent pas créer de rente-pont par souci réel pour les salariés suisses âgés. Ils veulent au contraire s'offrir un vote négatif du peuple suisse qui se prononcera sur l'initiative de limitation. C'est la raison pour laquelle ils ont, lors de la session de printemps, fait passer le nouveau régime d'aide sociale, inapte et coûteux de plusieurs centaines de millions de francs.

A titre de comparaison: le Parlement a normalement besoin d'au moins deux ans pour adopter de nouvelles lois. Or, cela n'a pris que quelques mois pour la rente de licenciement – le Conseil fédéral avait mis la rente en consultation en juin dernier, il y a moins d'un an, et l'avait déjà fait passer au Parlement en mars. Et ce, uniquement parce qu'il paniquait à l'idée que les Suisses puissent adopter l'initiative de limitation le 17 mai, sachant qu'ils devraient payer pour la libre circulation des personnes en faisant pression sur leurs salaires et, le cas échéant, en perdant leur emploi. Cette manière de procéder de la part du Conseil fédéral

et des autres partis est pour le moins douteuse et indigne. Il s'agit là de la campagne de votation la plus chère que la Suisse ait jamais connue!

Celui qui perd son emploi veut du travail, pas une rente!

Celui qui veut vraiment faire quelque chose pour les travailleurs suisses plus âgés, ne doit pas les pousser vers la retraite, mais leur donner du travail. La majorité de la population a reconnu ce problème en février 2014 et a appelé, dans le cadre de la votation, à mettre fin à l'immigration de masse. Les citoyennes et les citoyens ont décidé que nous voulions d'abord donner du travail à notre propre peuple en inscrivant une véritable préférence nationale dans la Constitution. Cela signifie que les personnes qui cherchent un emploi dans leur pays, à savoir la Suisse, et qui proposent leur travail devraient avoir la priorité sur les étrangers qui immigreront en Suisse; il faudrait par conséquent délivrer moins de permis de travail aux étrangers. Priorité donc aux nationaux, nombre maximum, quotas, système global inscrit dans l'article 121a de la Constitution fédérale depuis l'adoption de l'initiative sur l'immigration de masse - voilà la solution qui permet de donner du travail. Les personnes qui perdent leur emploi veulent un nouveau travail et non une rente!

Le Conseil fédéral et les autres partis ne sont pas intéressés. Ils préfèrent faire des courbettes en direction de Bruxelles. Ce faisant, ils ignorent avec une incroyable nonchalance les finances de la Confédération. Ils ont en effet le culot de créer un nouveau système d'aide sociale, alors qu'il manque actuellement des milliards pour financer l'AVS et l'AI. Bien que les dépenses consacrées aux prestations complémentaires soient passées de deux milliards de francs en 2000 à plus de cinq milliards de francs et qu'elles continu-

ent d'augmenter - notamment en raison des immigrants en provenance de l'UE, ce sont ces derniers qui sont le plus souvent bénéficiaires des prestations complémentaires plutôt que les Suissesses et les Suisses. Et ceci alors que les dépenses d'aide sociale dans les cantons et les communes sont également en train de devenir incontrôlables.

Des contradictions crasses

Le Conseil fédéral et le Parlement se sont en outre empêtrés dans des contradictions. Car, dans leur lutte contre l'initiative de limitation, ils veulent envoyer les plus de 60 ans à la retraite, alors que dans le même temps l'augmentation de l'âge de la rente AVS est à l'ordre du jour de la session de juin du Parlement. Autrement dit, ils laissent d'un côté entrer dans le pays autant de jeunes de l'UE qui le souhaitent et, d'autre part, ils envoient les travailleurs suisses plus âgés à la retraite tout en exigeant qu'ils travaillent plus longtemps.

L'UDC est le seul parti qui ne veut pas transformer les travailleurs âgés en pauvres, mais qui veut protéger leurs emplois de la concurrence étrangère bon marché. Je suis convaincu que les Suissesses et les Suisses en sont pleinement conscients et que le 17 mai, ils accepteront l'initiative de limitation et diront ainsi oui à une véritable solution aux problèmes d'immigration.

Conseiller national
Albert Rösti

Uetendorf (BE)



Oui à la loi sur la chasse révisée

Les populations d'espèces protégées ont fortement augmenté – ce qui entraîne de plus en plus de conflits avec l'homme.



La nouvelle loi sur la chasse, acceptée par le Parlement en septembre dernier, instaure des règles claires pour la régulation d'espèces protégées et accroît ainsi la sécurité pour les animaux, la nature et les hommes.

Cette nouvelle loi encourage en outre la diversité des espèces, grâce au soutien que la Confédération accorde aux milieux naturels pour la protection des animaux sauvages. En plus des 2,5 millions de francs octroyés aujourd'hui, la Confédération pourra allouer jusqu'à 2 millions de francs supplémentaires par an pour des mesures de protection et de surveillance des sites. Cette nouvelle loi est soutenue par l'Union suisse des paysans, le Groupement suisse pour les régions de montagne, chasse-suisse et de nombreuses autres organisations et institutions.

Plusieurs paramètres doivent être pris en compte pour bien gérer le développement durable

Cette réforme permettra aux cantons de réguler la présence du loup et non de l'exterminer comme les référendaires l'affirment. Donc ce référendum est maladroit, il repose sur des craintes infondées. La population de loups

a radicalement changé, elle se trouve aujourd'hui en forte expansion, chaque année de nouvelles meutes voient le jour. La protection des animaux sauvages doit reposer sur trois piliers du développement durable : la nature certes, mais également l'économie et la société. Quand l'on sait qu'actuellement un seul loup peut tuer jusqu'à 40 moutons avant d'être abattu, cela représente plus de 1000 kg de viande perdue pour les consommateurs et qui devra être importée. Comme 17 litres de kérosène sont nécessaires pour transporter depuis l'Australie 1 kg de viande de mouton, donc en régulant bien un seul loup, on éviterait la consommation de 17'000 litres de kérosène. Ce petit calcul nous démontre que pour bien gérer le développement durable, plusieurs paramètres et non un seul, doivent être pris en compte. La loi actuelle datant de 1986 n'est plus adaptée aux exigences de ce jour, car depuis cette date-là, les effectifs de plusieurs espèces alors

fortement menacées, telles que les castors, les cygnes tuberculés, les cormorans ou les loups se sont reconstitués et posent localement de gros problèmes aux activités humaines, notamment à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche. Le transfert de certaines compétences aux cantons qui sont plus au fait des réalités locales est donc salubre, cela correspond au fonctionnement fédéraliste de notre pays. D'autre part la révision de cette loi soumet notamment les chasseurs à des exigences supplémentaires en matière de tir et de sang. Le Parlement l'a très bien compris, le 17 mai prochain, c'est au peuple de le confirmer.

*Conseiller national
Jean-Pierre Grin*

Pomy (VD)



Trop peu de ressources pour trop de gens

Si les gens continuent d'immigrer dans notre pays de manière incontrôlée, la Suisse comptera bientôt 10 millions d'habitants. Une croissance qui poussera rapidement aux limites de nos disponibilités en matière de sol, d'eau et d'air pur.

Grâce à nos lacs, nos montagnes et nos forêts, nous avons pu préserver l'image idyllique de carte postale qu'a été la Suisse jusqu'ici. Il y a consensus dans notre pays sur le fait que les ressources naturelles et un environnement préservé forment la base du bien-être de la société. Ces ressources et cet environnement nous garantissent une qualité de vie élevée et constituent une attraction pour les touristes.

Les mesures qui ont été adoptées jusqu'ici reposent pour l'essentiel sur des technologies améliorées. Ces dernières décennies ont vu une amélioration de l'état de l'environnement à bien des égards. Les rivières, les lacs et l'air sont devenus plus propres. Les forêts sont moins polluées.

Cela étant, les réalisations qui ont permis d'atteindre une qualité de vie élevée sont menacées par la croissance démographique depuis quelques années. Aucun autre pays ne compte une proportion d'étrangers aussi importante (un quart) que la Suisse.

Bien que la Suisse ne puisse assurer son propre approvisionnement alimentaire qu'à hauteur de 50 % environ, la perte de terres cultivées se poursuit. Les terres cultivables se font de plus en plus rares. Un phénomène qui s'explique principalement par l'augmentation de l'immigration. Notre petit pays doit déjà fournir des logements, des infrastructures (écoles, hôpitaux, transports publics, etc.) et des emplois à 8,5 mil-

lions de personnes. Et toutes les secondes, en Suisse, on construit sur l'équivalent de dix terrains de football.

Des espaces vitaux qui diminuent

On constate une immigration incontrôlée depuis 2007. La population de la Suisse s'accroît donc chaque année de l'équivalent d'une ville de taille moyenne. Nous avons déjà quelque 190 habitants au kilomètre carré. Une densité particulièrement forte sur le Plateau. Près de 9 millions de personnes dans un pays dont la surface est seulement de 41 285 kilomètres carrés, voilà qui ne peut entraîner que stress et perte de qualité de vie.

Les trains Intercity en particulier, mais aussi les trams et les bus, sont chroniquement bondés. Les embouteillages obstruent les routes en périphérie des villes. L'équilibre entre la faune et la flore a basculé au fil des ans, car la superficie des espaces vitaux a diminué. Notre sol ne peut pas supporter une Suisse à 10 millions de personnes.

La qualité de l'air est bonne grâce à l'adoption de technologies respectueuses de l'environnement. Les émissions de particules fines dans les villes ont été réduites de moitié au cours des 25 dernières années. Les constructeurs automobiles doivent se conformer à des normes strictes en matière de CO₂. Un tiers de la surface de la Suisse est cou-

vert de forêts. Ce qui est très important car ces dernières sont nos producteurs d'oxygène. En termes statistiques, 66 arbres forestiers poussent par habitant. Ce sont surtout les villes qui profitent des forêts qui les entourent. Mais notre air ne peut pas supporter une Suisse à 10 millions d'habitants.

Un château d'eau pollué

Des fleuves comme le Rhin et le Rhône ont leur source en Suisse, pays dont on dit souvent qu'il est le « château d'eau de l'Europe ». Les stations d'épuration des eaux usées construites dans les années 1960 et 1970 garantissent une bonne qualité de l'eau. Mais plus la population de notre pays augmente et plus il est difficile d'éliminer les micropolluants qui se retrouvent dans l'eau sous forme de résidus de médicaments, de drogues, de produits d'hygiène, de produits de nettoyage, etc. Nous n'avons pas assez d'eau propre pour une Suisse à 10 millions de personnes.

Plus il y a de gens qui s'installent dans notre petite Suisse, plus la consommation augmente. Même des technologies de plus en plus efficaces ne peuvent garantir la disponibilité des ressources naturelles dans une Suisse qui compte 10 millions d'habitants. Les montagnes de déchets ne cessent d'augmenter. La qualité de vie va diminuer et notre environnement en souffrira.

Il est donc urgent que nous contrôlions nous-mêmes l'immigration - pour l'avenir de nos enfants et dans l'intérêt de la nature. Par conséquent : le 17 mai, disons OUI à l'initiative de limitation !

Conseillère nationale
Andrea Geissbühler
Bäriswil (BE)





PARTICIPEZ

www.initiative-de-limitation.ch
[/se-joindre-a/commander-du-materiel-de-campagne](#)

L'initiative de limitation le 17 mai:

OUP+
à une immigration
modérée



initiative-de-limitation.ch CCP: 31-572732-0



www.prospectus-partout.ch

[/initiative-de-limitation](#)

Commandez en quelques clics la distribution des dépliants dans votre localité. Payez en ligne et les dépliants seront distribués quelques jours plus tard dans tous les ménages de votre communauté !

Recherche par NPA ou localité:

6532

chercher

recherche par canton ou district

AG

chercher

Sélection par carte: cliquez ici

RÉSULTAT DE RECHERCHE

1 Indiquer le lieu

1 / 1 cible trouvée

Localité trop chère ? Parrainez à plusieurs, voir plus ici...

6532 Castione

960 boîtes à lettres

CHF 152.50

6532 Castione a été ajouté à votre panier

VOTRE PANIER

Vider le panier

6532 Castione

960 boîtes à lettres

CHF 152.50

total

960 boîtes à lettres

CHF 152.50

2 Confirmer le lieu et le prix

commander

adresse

Vos données personnelles

données à des tiers, ni utilisées

entreprise / association

salutation*

Monsieur

titre

prénom*

Hans

nom*

Mustert

adresse*

Via Sempione 3

numéro postal*

6532

lieu*

Castione

téléphone*

079 000 00 00

3 Commander et payer la distribution. C'est fait.



Commandez le matériel de vote maintenant !

..... Distribuez des prospectus directement via www.prospectus-partout.ch →

..... Commandez un dépliant à distribuer vous-même

..... Affiche A2 (42 × 59,4 cm) Papier

..... Affiche F4 (89,5 × 128 cm) Papier

..... Affiche F4 (89,5 × 128 cm) Plastique alvéolé

..... Affiche B1 (70 × 100 cm) Plastique alvéolé

..... Je suis prêt à organiser une action de stand.

..... Je souhaite m'abonner à la newsletter.

..... Je soutiens financièrement la campagne de vote (PC : 31-572732-0)

(Les dons peuvent être déduits dans une mesure limitée des impôts cantonaux et fédéraux)

Nom / Prénom

Rue, N°

NP / Lieu

E-mail

Téléphone / Mobile

Veillez envoyer à :

Secrétariat général UDC

Boîte postale

3001 Berne

Téléphone 031 300 58 58

Fax 031 300 58 59

info@udc.ch